Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Blocus-de-Cuba-Intervention-de-Felipe-Perez-Roque-a-l-ONU-New-York-le-8-novembre-2006>

Blocus de Cuba : Intervention de Felipe Pérez Roque à l'ONU. New York, le 8 novembre 2006

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : jeudi 23 novembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Leer en español](#)

Intervention de Felipe Pérez Roque, Ministre des Relations Extérieures de la République de Cuba, au point 18 de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale des Nations Unies : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique », New York, le 8 novembre 2006.

Madame le Président ;
Messieurs les délégués,

Pour la quinzième fois consécutive, Cuba soumet à l'Assemblée Générale le projet de résolution intitulé : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique ».

Ainsi nous agissons en défense des droits du peuple cubain, aussi bien que du peuple états-unien et des peuples que vous représentez à cette Assemblée.

La guerre économique lancée par les Etats-Unis contre Cuba, la plus prolongée et cruelle qui n'ait jamais existé, est qualifiable d'acte de génocide et constitue une violation flagrante du Droit International et de la Charte des Nations Unies. Durant ces dernières quarante huit années le blocus a causé des dommages économiques qui dépassent les 86 milliards de dollars. Sept sur dix Cubains ont souffert les conséquences et résisté aux effets du blocus, qui se propose de nous rendre par la faim et les maladies.

Le blocus empêche Cuba de commercer avec les Etats-Unis et de recevoir des touristes américains et il interdit à Cuba d'utiliser le dollar américain pour ces transactions à l'étranger ainsi que de bénéficier de crédits ou d'opérer avec des banques américaines ou leurs filières à l'étranger.

Le blocus empêche la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement d'accorder le moindre crédit à Cuba.

Encore plus grave est le fait que les Etats-Unis conditionnent les relations de Cuba avec les autres pays qui font partie de cette Assemblée aux dispositions criminelles du blocus.

Nous avons constaté, messieurs les délégués, que le représentant du gouvernement étasunien a répété au sein de cette Assemblée les mêmes arguments fallacieux et les mêmes mensonges des années précédents.

Il ment lorsqu'il dit que le blocus est une question bilatérale.

Il ment lorsqu'il affirme que Cuba peut commercer et acheter ailleurs ce qu'elle ne peut pas acheter aux USA.

Il ment lorsqu'il dit que les Etats-Unis ne poursuivent pas les cargos volant accoster à Cuba.

En plus, il dit à cette Assemblée que le blocus est utilisé par Cuba en tant que prétexte.

Je répète au distingué délégué ce que j'avais déjà dit l'année passée : si le Gouvernement étasunien est de l'avis que Cuba utilise le blocus comme prétexte, pourquoi ne nous enlève pas le prétexte en levant le blocus ? Pourquoi

le blocus n'est-il pas levé, si à leur avis, il est utilisé comme prétexte pour justifier son échec ?

Ainsi, messieurs les délégués, le blocus défend les subsidiaires des entreprises états-uniennes établies dans vos pays de faire du commerce avec Cuba. Messieurs les délégués, les cargos des pays que vous représentez, ne peuvent plus accoster aux ports des USA s'ils ont avant transporté des marchandises en provenance ou destination de Cuba. Telle est la loi Torricelli signée par le président Bush père en 1992.

En vertu du blocus, les sociétés de pays tiers - ceux que vous représentez ici, messieurs les délégués - n'ont pas le droit d'exporter aux USA le moindre produit contenant des matières premières cubaines et empêche ces sociétés étrangères de vendre à Cuba des produits ou de l'équipement contenant plus de 10 p. 100 de composants étasuniens. C'est la vérité.

Messieurs les délégués, le blocus poursuit les hommes d'affaires, non seulement étasuniens, mais des pays tiers, vos compatriotes, qui tentent d'investir à Cuba et ils sont menacés d'être interdits d'entrée ainsi que leurs familles aux USA et d'être poursuivis en justice devant des cours américaines. C'est la loi Helms-Burton de 1996.

Je ne vais pas insister sur les exemples qui démontrent tout ce que j'ai dit. Monsieur le Secrétaire Général a diffusé un rapport détaillé des contributions de 96 pays et 20 organismes et organisations internationales, qui met en évidence les souffrances et les pénuries que le blocus inflige au peuple cubain à l'encontre de sa qualité de vie et de son développement.

Messieurs les délégués, il nous semble toutefois nécessaire d'informer l'Assemblée Générale sur le plan de reconquête de Cuba adopté par le Président Bush en mai 2004 et actualisé en juillet 2006. Ce plan révèle ouvertement ce que le gouvernement des Etats-Unis ferait dans notre pays, s'il réussissait un jour à l'avoir sous contrôle.

Selon le Président des Etats-Unis le plus important serait de rendre les propriétés aux anciens propriétaires. Ceci impliquerait, par exemple, d'arracher les terres aux centaines de milliers de paysans qui les possèdent individuellement ou par des coopératives, pour y rétablir le latifundium. Ceci impliquerait également de chasser de leurs logements des millions de propriétaires cubains pour rendre les immeubles ou les terrains aux anciens réclamants.

Le Président Bush le décrit comme un processus accéléré sous le contrôle total du gouvernement des Etats-Unis, qui, pour ainsi faire, créerait une dite Commission pour la Restitution des Droits de Propriété.

Une autre structure serait également créée : le Comité Permanent du Gouvernement des Etats-Unis pour la Reconstruction Economique de Cuba., responsable de l'imposition à Cuba d'un sévère programme d'ajustement néolibéral, incluant la privatisation sauvage des services d'éducation et de santé, l'élimination de la sécurité et l'assistance sociales. Les retraites et les pensions seraient supprimées et les retraites, faisant partie d'un dénommé Corps de retraites cubains, auraient la possibilité de travailler dans les chantiers.

Le Président Bush avoue que ce Plan « ne sera pas facile » a appliquer a Cuba, c'est pourquoi qu'il a chargé le Département d'Etat de créer comme priorité immédiate un dispositif de répression, qui sera entraîné, nous soupçonnons, aux techniques brutales d'asphyxie que le vice-président Cheney ne voit pas comme des tortures, pour étouffer l'interminable résistance du peuple cubain. On reconnaît même que la liste des cubains qui seraient poursuivis, tortures et massacres « serait longue ».

On prévoit même au Plan, la création d'un service centrale d'adoption des enfants dont les parents mourront au combat ou victimes de la répression qui seraient données à des familles aux USA et dans d'autres pays.

Ce programme cynique et brutale de recolonisation d'un pays après l'avoir détruit et envahi serait dirigé par un personnage déjà nommé et dont le poste ridicule, qui rappelle Paul Bremer, est celui de coordinateur pour la transition à Cuba. Un tel Caleb McCarrie, ce monsieur dont le seul antécédent remarquable est celui de son amitié avec les groupes terroristes d'origine cubain qui, encore de nos jours, élaborent et exécutent depuis Miami ; en toute impunité de nouveaux plans d'assassinat et sabotage contre Cuba. Ce sont ces mêmes groupes qui demandent au Président Bush de mettre en liberté le terroriste Luis Posada Carriles, auteur de l'explosion d'un avion commercial cubain, alors que cinq courageux combattants antiterroristes cubains souffrent une cruelle et prolongée incarcération aux USA depuis 1998.

Messieurs les délégués, deux ans après sa proclamation une bonne partie du Plan a déjà été exécutée.

Ainsi des nouvelles et plus sévères restrictions des visites de cubains résidant aux EE.UU à leurs parents à Cuba ont été imposées. On a poursuivi avec hargne les États-Unis ayant voyagé à Cuba. Pendant les deux dernières années plus de 800 personnes ont eu des amendes pour avoir voyagé à notre pays.

Des restrictions supplémentaires ont été instaurées sur l'envoi d'argent à Cuba.

Les échanges académiques ; culturels, scientifiques et sportifs ont été pratiquement supprimés.

Depuis 2004, 85 compagnies ont été pénalisées pour des prétendues violations du blocus contre Cuba.

La féroce persécution des opérations financières et de commerce de notre pays a été intensifiée. Le résultat du ratissage démentiel à échelle globale que le « Groupe de traque des avoirs cubains fait de tout ce qui pourrait être en règlement à ou par Cuba sont visibles.

Parallèlement au durcissement du blocus, le Président Bush a également accordé en mai 2004 59 millions de dollars encore pour payer ses peu nombreux et affaiblis mercenaires à Cuba afin de fabriquer une opposition interne inexistante et de payer de campagnes de propagande et de diffusion illégale de radio et de télévision contre Cuba.

Même tout a été en vain. Le Président Bush a vu son temps s'épuiser sans pouvoir matérialiser la promesse faite aux groupes extrémistes cubains de Floride. Ses problèmes internes et externes augmentaient et augmentent et Cuba socialiste était encore là, droite et inébranlable .

Le dix juillet 2006 le Président Bush a ajouté des nouvelles mesures à son plan.

Une caractéristique particulière de ce nouvel avorton de 93 pages est celle d'avoir une annexe secrète retenant des actions contre Cuba qu'on ne rend pas publique afin de réussir à une matérialisation effective et pour des raisons de sécurité nationale. Ces sont peut être des nouveaux plans d'assassinat contre les dirigeants cubains, d'autres actions terroristes, une agression militaire ? Depuis cette tribune à l'Assemblée Générale des Nations Unies nous exigeons au Président Bush à rendre publique la teneur dudit document qu'il n'a pas eu le courage de révéler jusqu'à présent.

Ce plan prévoit bien sur un budget plus élevé. Cette fois-ci ce seront 80 millions de dollars en deux ans et pas moins de 20 millions par ans jusqu'à la défaite de la Révolution cubaine. C'est à dire, à vie.

On prévoit également l'augmentation des diffusions de radio et de télévision contre Cuba, en nette violation des normes de l'Union Internationale de Télécommunications.

Par ailleurs, des efforts renouvelés sont menés afin de créer la prétendue coalition des pays pour favoriser le changement de régime à Cuba.

Le Plan Bush relève particulièrement l'application extraterritoriale de la guerre économique contre Cuba.

Ainsi, de nouveaux mécanismes sont instaurés afin de parfaire la machine qui met en oeuvre les régulations du blocus et de nouvelles sanctions sont prévues. Parmi elles, de part sa nouveauté, la poursuite légale des contrevenants.

On annonce, conformément au Titre III de la Loi Helms-Burton, l'autorisation d'engager des poursuites auprès des cours états-uniennes à l'encontre des investisseurs étrangers à Cuba, notamment à l'encontre des ceux en provenance des pays en faveur de la continuité de la Révolution cubaine.

On prévoit également l'application plus rigoureuse du Titre IV, qui interdit l'entrée aux Etats-Unis des investisseurs à Cuba et de leurs familles, visant notamment ceux qui investissent dans l'exploration et l'extraction du pétrole et dans le tourisme, le nickel, le rhum et le tabac.

Comme outil de persécution des ventes de nickel cubain à d'autres marchés, pas au marché étasunien, afin de poursuivre les ventes cubaines aux sociétés des pays tiers, ceux que vous représentez ici au sein de cette Assemblée, on crée la dénommée « Force Inter-agence du nickel cubain ».

On perfectionne également l'harcèlement des échanges entre des églises états-uniennes et cubaines et on interdit l'envoi de dons humanitaires à des organisations religieuses cubaines.

Mais il y a une nouvelle mesure de blocus adopté par le Président Bush qui mérite un commentaire à part. Le document stipule que les Etats-Unis refusera toute exportation liée aux équipements médicaux qui pourraient être utilisés dans le cadre de programmes de soins pour étrangers.

C'est-à-dire que le Gouvernement des Etats-Unis, qui a toujours fait l'indicible pour faire échouer les actions de coopération médicale internationale que Cuba mène à bien, reconnaît maintenant que la persécution peut aller jusqu'à bloquer l'acquisition par Cuba de l'équipement nécessaire.

J'insiste sur le fait que le blocus interdit les échanges entre les églises étasuniennes et cubaines. On interdit les églises étasuniennes d'envoyer aux églises amies de dons humanitaires, de fauteuils roulants, de médicaments ou de produits à des fins humanitaires. Le blocus du Président Bush contre Cuba déclare la guerre aux églises étasuniennes et cubaines ; tente de bloquer, même le mandat du Seigneur. D'autre part, le blocus tente d'empêcher Cuba d'acheter d'équipes médicaux servant à mettre en oeuvre des programmes de coopération médicale internationale.

Il est indispensable de citer quelques antécédents :

" Depuis 1962, quand les médecins cubains ont apporté leur aide pour la première fois en Algérie, presque 132 000 médecins, infirmières et techniciens de la santé cubains ont offert leurs services dans 102 pays.

" De nos jours, 31 000 coopérants de la santé cubains, dont 20 000 sont des médecins, travaillent dans 69 pays. 31 000 coopérants de la santé cubaine qui travaillent dans de pays que vous représentez ici.

" Une brigade médicale spécialisée en catastrophes et situations d'urgence a été créée le 19 septembre 2005, précisément au milieu du fléau qui a affecté 2 millions de pauvres et de noirs dans le Sud des Etats-Unis par la conjoncture combinant l'ouragan Katrina et l'irresponsabilité et l'insensibilité du Gouvernement américain. Elle est formée de 10 000 personnes dûment entraînées et équipées et, elle porte le nom d'un jeune états-unien, Henry Reeve, Général de notre Armée de Libération, tombé de façon glorieuse en 1873 dans les champs de Cuba. Plus de 1500 médecins étaient prêts à partir à ce moment difficile dans les zones les plus affectées et sauver qui sait combien de vies perdues à cause du refus de Président Bush de recevoir cette brigade.

" 2564 membres de cette brigade a travaillé pendant 8 mois au Pakistan après le tremblement de terre qui a ravagé ce pays. Ils ont monté 32 hôpitaux qui ont été laissés en qualité de don pour ce peuple frère après la fin de leur mission. Ils ont soigné 1 800 000 patients et ont sauvé 2 086 vies. Ultérieurement, d'autres 135 médecins ont apporté leur assistance à l'Indonésie et ont monté et donné deux hôpitaux. Ils y ont soigné 91 000 patients et fait 1 900 interventions chirurgicales.

" Des médecins cubains avaient travaillé avant à cause de catastrophes naturelles survenues au Pérou en 1970, au Venezuela en 1999, au Sri Lanka et en Indonésie en 2004, et au Guatemala en 2005, et ce pour ne citer que quelques exemples.

" Si le Président Bush avait du succès avec son plan cynique, Cuba serait empêché d'apporter à d'autres peuples, ici représentés nombreux par vous, messieurs les délégués, ses modestes et généreux efforts dans un domaine où personne ne nie son expérience.

" Depuis 2004, Cuba a développé l'Opération Miracle, qui a permis d'opérer gracieusement et de rendre la vue à presque 400 000 patients de 28 pays, sans compter à peu près 100 000 Cubains.

Malgré le fait que notre pays ne pourrait pas prendre à sa charge tout seul tous les frais nécessaires, les médecins cubains, les techniciens, la technologie et l'équipement cubains permettent d'opérer un million de Latino-américains et Caribéens par an.

Si l'offensive états-unienne réussissait à paralyser ces efforts, un nombre équivalent de personnes souffrant de plus de 20 pathologies optiques (ophtalmologiques) perdrait la vue. Le Gouvernement des Etats-Unis le sait, et ce n'est pas pour autant qu'il désiste de ce plan macabre. Et ceci ne comprend pas que les patients souffrant de pathologies ophtalmologiques, des centaines de millions de personnes bénéficient des programmes intégraux de santé menés par les médecins internationalistes cubains.

Cuba offre non seulement des services de santé, mais est en train de former aujourd'hui plus de 46 mille jeunes étudiants de médecine en provenance de 82 nations du Tiers Monde, soit à Cuba, soit dans leurs pays d'origine.

Madame le Président ; Messieurs les délégués : Mais Cuba, messieurs les délégués, ne se rendra ni cessera de mener ces projets humanistes, qui deviennent des symboles de paix, de justice et de coopération qui prouvent qu'un monde meilleur est possible. L'engagement de Cuba avec les droits de tout dépourvu de la planète est plus fort que la haine des bourreaux.

Messieurs les délégués,

Des millions de Cubains dépendent aujourd'hui de votre décision. Nous vous prions de soutenir le droit de Cuba, qui est aussi le respect des droits des peuples que vous représentez. Nous vous prions de voter le projet de résolution « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique ».

Nous le faisons la tête levée, optimistes et rassurés, dans l'espoir de répéter les vers du poète de notre génération,

parce qu'à Cuba, messieurs les délégués :

Personne ne mourra, la vie elle-même est notre talisman, notre manteau.

Personne ne mourra, d'autant moins que maintenant le chant de la Patrie est notre chanson.

Et s'ils nous imposaient la guerre, il n'y aura pas suffisamment de soldats aux Etats-Unis pour remplacer les pertes face à un pays qui a résisté et s'est préparé pour sa défense pendant plus de 45 ans.

Messieurs les délégués,

Jusqu'ici le discours que j'avais préparé pour présenter notre projet de résolution. Cependant, un fait inédit survenu à cette Assemblée m'oblige ajouter d'autres mots. Pour la première fois depuis 1992, lorsque l'Assemblée a commencé à traiter le point sur le blocus contre Cuba, le Gouvernement des Etats-Unis tentera, moyennant un amendement, de saboter ce vote.

Après plusieurs semaines de pressions brutales, les Etats-Unis ont constaté qu'ils ne pouvaient pas changer l'écrasant soutien que cette résolution provoque. Ils ont alors essayé de faire s'abstenir un grand nombre de délégations mais ils ont échoué. Après, ils les ont menacées et lui ont fait du chantage pour qu'elles se retirent, mais ils ont à nouveau échoué.

Et finalement, ils ont décidé de boycotter ce vote, de détourner l'attention du point principal qui est le blocus contre Cuba, une violation flagrante du Droit International, et ils ont décidé de faire présenter à la délégation de l'Australie un projet d'amendement élaboré à Washington.

Voici, messieurs les délégués, les talking points distribués par les Etats-Unis depuis le lundi 6 novembre, en demandant le soutien à l'amendement que l'Australie a fait sien depuis l'après midi d'hier, le mardi 7 novembre. Il est curieux que la délégation étasunienne, dans ce rôle, demande le soutien à l'amendement que l'Australie n'avait même pas décidé de soumettre. Les Etats-Unis ont tenté de faire passer l'amendement comptant sur l'aide d'un pays de l'Union Européenne mais ils n'ont pas réussi. Ils ont cherché le soutien d'autres pays mais ils ont échoué. Finalement, un appel depuis Washington et du plus haut niveau au Ministre des Relations Extérieures australien a décidé que l'Australie serait le prête-nom de l'amendement états-unien.

Messieurs les délégués, cet amendement, est-il l'expression d'un souci légitime de l'Australie ? Non. Il est la preuve de sa soumission ignoble au Gouvernement des Etats-Unis.

Mais, en outre, l'Australie n'a pas d'autorité morale pour tenter d'aborder la situation des droits de l'homme à Cuba.

Le Gouvernement australien est un complice de l'impérialisme états-unien. C'est une espèce d'impérialisme de poche » qui est toujours prêt à obéir ses conseillers de Washington. Ainsi, ils n'ont pas seulement collaboré et envoyé de troupes avec l'armée américaine à la guerre contre le Vietnam, où quatre millions de vietnamiens ont perdu leurs vies, mais ils ont participé avec enthousiasme avec plus de deux mille soldats à l'invasion de l'Iraq, une guerre préventive complètement illégale. Jusqu'à présent, mille 300 soldats sont encore sur place, même si seulement 22 p.100 de la population soutien cette aventure.

Le gouvernement australien, qui soumet la population autochtone du pays à un vrai régime de l'apartheid, n'a pas de morale pour critiquer Cuba. Le gouvernement australien, qui soutien le centre de tortures étasunien à Guantánamo et qui a soutenu les jugements sommaires auprès de cours militaires des prisonniers humiliés et torturés, y compris

des prisonniers australiens, n'a pas de morale pour critiquer Cuba.

Les Etats-Unis encore moins. Nous avons été témoins des images terribles de la prison d'Abu Ghraib, des images épouvantables de Guantanamo. Nous savons qu'ils ont organisé et qu'ils ont de prisons clandestines et de vols secrets pour transférer les prisonniers drogués et menottés. Nous avons vu les images horribles de l'ouragan Katrina, lorsque d'êtres humains ont été condamnés à mourir à cause de la couleur de leur peau et de leur condition sociale. Après tout ce que nous connaissons, cette Assemblée ne peut être ni trompée ni manipulée.

Pour cette raison, au nom de Cuba, nous vous prions, messieurs les délégués, de voter tout d'abord, pour la motion de non-action que nous allons présenter en vue de faire face à l'amendement proposé par l'Australie, et après, de voter pour le projet de résolution L.10 présenté par Cuba.

Le délégué étasunien, lors de son allocution, a évoqué au sein de cette Assemblée le nom sacrée de José Martí, l'apôtre de l'indépendance de Cuba. Il souille un nom glorieux pour les cubains, l'homme qui a affirmé que la guerre d'indépendance qu'il a organisée à Cuba visait à empêcher les Etats-Unis de s'étendre, avec plus de force, sur les Antilles. Le fait d'avoir évoqué le nom de José Martí pour justifier le blocus fait offense à notre délégation.

Mais j'attire l'attention de l'Assemblée et en particulier de la délégation étasunienne pour rappeler que José Martí a dit également que « les tranchées d'idées valent plus que les tranchées de pierres » et ce sont les tranchées d'idées justement celles qui rendent invincible, noble, généreux et héroïque le peuple cubain que je représente.

Je vous remercie.